

**19 janvier 1970, Montréal**

**Chambre de commerce du District de Montréal**

Si la dernière décennie a été avant tout celle de l'éducation, je crois que nous venons d'entrer, avec l'année 1970, dans ce qui sera par excellence la décennie de la croissance économique. En d'autres termes, j'estime que nous devons commencer bientôt, et que nous commencerons en effet, à récolter les fruits des investissements massifs que nous avons dirigés dans le secteur de l'éducation au cours des dix dernières années. Pour un État engagé dans une évolution aussi trépidante que celle du Québec, il est nécessaire de s'arrêter de temps à autre pour faire le point. L'entrée dans une nouvelle décennie se prête naturellement à un examen de cette nature. Il est certain que le Québec a vécu, au cours des dix dernières années, l'une des phases les plus novatrices et les plus décisives de son histoire. Mais plus les événements se précipitent, plus les transformations s'accélèrent, plus aussi il incombe aux artisans du Québec nouveau de scruter les voies de l'avenir. Il ne suffit pas de peser sur l'accélérateur: il faut savoir prévenir les virages et consulter au besoin son rétroviseur. La décennie qui vient de se clore aura été avant tout celle de l'éducation. Décennie qui empiète d'ailleurs sur la précédente puisque déjà, en 1959, les chroniqueurs parlementaires définissaient la session Sauvé-Prévost comme « la session de l'éducation ». Cette année-là, en effet, le Parlement a introduit dans nos statuts tout un éventail de lois nouvelles qui constituaient l'annonce et le prélude de changements profonds. L'institution, par exemple, de corporations d'écoles secondaires consacrait déjà le principe de la régionalisation scolaire et donnait à toutes fins pratiques le feu vert à l'établissement des premières écoles régionales. C'est dire qu'il en fut de la refonte de notre système d'enseignement comme de toutes les grandes réformes ou révolutions de l'histoire humaine: elle a été à la fois un point d'arrivée et un point de départ.

L'historien de notre régime d'éducation, M. Louis-Philippe Audet, qui fut le secrétaire de la Commission Parent, se refuse d'ailleurs à voir dans la révolution scolaire de la dernière décade le fruit d'une génération spontanée. « Cette réforme qui démarre en septembre 1959, écrit-il, n'a pu se poursuivre durant dix ans que parce qu'elle fut lentement, sûrement préparée par les années '50. »

Je n'entends pas rappeler ici les diverses étapes de cette réforme qui, de l'établissement du ministère de l'Éducation jusqu'à l'ouverture de l'Université du Québec, en passant par la création des collèges d'enseignement général et professionnel, devait modifier si profondément l'architecture de notre régime scolaire. Je n'entends pas discuter non plus du contenu pédagogique des nouvelles structures. Mais je crois le moment venu de poser un certain nombre de questions sur les rapports qui existent ou qui devraient exister entre le développement de l'éducation et le progrès économique du Québec.

Car si la dernière décennie a été avant tout celle de l'éducation, je crois que nous venons d'entrer, avec l'année 1970, dans ce qui sera par excellence la décennie de la croissance économique. En d'autres termes, j'estime que nous devons commencer bientôt, et que nous commencerons en effet à récolter les fruits des investissements massifs que nous avons dirigés dans le secteur de l'éducation au cours des dix dernières années.

Peut-être est-il bon de rappeler en tout premier lieu que l'argent dépensé pour l'éducation ne cesse pas pour autant de travailler pour l'économie québécoise. C'est de l'argent qui est entièrement dépensé au Québec et qui continue de faire tourner les rouages de notre économie.

Pour ne citer qu'un exemple, le ministère de l'Éducation avait prévu l'érection de quelque 100 écoles polyvalentes à travers le Québec. 63 sont déjà ouvertes, 22 sont en voie de construction au coût de 93000000 et 9 autres seront mises en chantier sous peu au prix de \$ 35 000 000. Pour la prochaine année financière seulement, 25 nouvelles écoles seront érigées au coût de plus de \$ 100 000 000.

Est-ce là de l'argent perdu pour l'économie québécoise? Bien sûr que non. Tous ces millions continuent de circuler à l'intérieur de nos propres circuits économiques. Ils aident au développement de nos entreprises commerciales et industrielles. Même l'argent payé en salaires contribue à gonfler notre pouvoir d'achat, à créer une plus forte demande pour nos produits et à stimuler les affaires. Mais j'en arrive tout de suite à un aspect beaucoup plus important des rapports entre l'éducation et l'économie.

Celui qui fut l'architecte du Marché Commun et le maître-planificateur de l'économie française, Jean Monnet, n'hésitait pas à dire que, dans la compétition économique ouverte entre les nations, l'avenir appartient à celles qui se donneront le système scolaire le plus complet.

On en a eu un exemple significatif, au sortir de la dernière grande guerre, quand 5 000 000 de réfugiés ont été refoulés par les Slaves à l'intérieur de la République Fédérale Allemande. Beaucoup pensèrent que ces 5 000 000 de réfugiés iraient rejoindre les 6 000 000 de chômeurs d'avant Hitler. Or, douze ans après, non seulement les nouveaux venus étaient-ils parfaitement intégrés à l'économie de l'Allemagne de l'Ouest, mais il fallait même importer dans la Rhur de la main-d'œuvre italienne.

L'explication? Nous la trouvons sous la plume d'Alfred Sauvy. « Le motif essentiel de la reprise, écrit-il, est que ces hommes sans capitaux sont venus avec leur savoir, leur qualification. Ils ont travaillé comme des fourmis et reconstitué les capitaux qui leur manquaient parce qu'ils comprenaient une proportion suffisante d'ingénieurs, de mécaniciens, de maîtres, de chimistes, de médecins, de sociologues, d'ouvriers qualifiés, etc. S'il était entré en Allemagne occidentale 5 000 000 de manœuvres illettrés, il y aurait aujourd'hui 5 000 000 de chômeurs ». Le savoir crée l'emploi. C'est un postulat depuis longtemps reconnu. Une étude menée auprès de dix-sept grandes entreprises nord-américaines et publiée par le Conseil économique du Canada démontre que, selon les préférences exprimées par ces sociétés ouvrant dans plusieurs secteurs différents, « les personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires peuvent s'attendre, en général, à une baisse notable de leurs possibilités d'emploi ». Les enquêteurs prévoient par contre que les membres des professions libérales, les administrateurs, les techniciens peuvent espérer obtenir environ 42 % des nouveaux emplois alors que la part des simples manœuvres s'établirait à 10 %.

Ces projections confirment un phénomène de migration qu'économistes et sociologues observent sur le marché du travail. Les travailleurs du secteur primaire, comme les agriculteurs, émigrent vers les activités de type secondaire, soit l'industrie manufacturière, alors que les salariés du secteur secondaire envahissent de plus en plus le secteur tertiaire, c'est-à-dire celui de l'administration et des services. Ce mouvement est heureux puisque, comme le rappelle Jaccard, « ce sont les tertiaires qui mènent l'économie ».

Cette constatation en appelle une autre, soit la tendance normale d'une société industrialisée, ou en bonne voie de l'être, vers une intellectualisation croissante de sa population, ce qui lui permettra de prendre le tournant de l'ère post-industrielle avec un maximum d'aplomb.

Tout cela pour démontrer que l'homme restera toujours la première valeur économique et que l'argent investi dans l'instruction sera toujours le premier facteur de développement. Le cas du Japon montre que même les pays qui ont très peu de richesses naturelles, qui doivent par exemple venir chercher notre vieux fer pour alimenter leurs industries, peuvent quand même parvenir à un très haut degré de croissance économique grâce à l'ingéniosité, au savoir-faire et à la compétence de leur main-d'œuvre.

Mais je m'imagine bien que ces remarques ne répondent pas à toutes vos préoccupations touchant les aspects économiques de l'éducation. C'est un art trop facile que celui d'éluder les vraies questions pour ne pas avoir à donner les vraies réponses. J'essayerai donc de répondre aux principales interrogations qui se sont exprimées déjà dans nos milieux d'affaires sur ce sujet d'une brûlante actualité.

C'est bien beau de dire que les investissements faits dans l'éducation sont les plus rentables à long terme; mais encore faut-il s'occuper des problèmes d'aujourd'hui, surtout dans une province si lourdement affectée par le chômage. D'où la question qui a périodiquement surgi: « Est-il raisonnable de tant dépenser pour l'éducation, est-il raisonnable de consacrer annuellement un milliard de dollars à la préparation de futurs diplômés quand les ministères à vocation économique, qui ont la lourde responsabilité de trouver de l'emploi à nos jeunes, ne disposent que de budgets relativement restreints? Est-ce qu'il n'y a pas là un déséquilibre flagrant? »

Bien sûr qu'il y a déséquilibre. Vous admettez toutefois que depuis une couple d'années surtout, nous travaillons très fort à corriger cet état de choses. En plus d'augmenter et même de doubler dans certains cas les crédits alloués aux ministères économiques, nous avons multiplié les mesures propres à stimuler les investissements industriels, à attirer chez nous des capitaux européens aussi bien que nord-américains et à créer un intérêt accru autour des ressources et des produits du Québec.

Nous avons également ajouté à notre équipement collectif plusieurs instruments nouveaux comme le ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, l'Office du Crédit industriel, la Société d'Habitation du Québec, la Société Québécoise d'Initiatives pétrolières, le centre de recherches de l'Hydro-Québec, l'Institut national de Recherche scientifique et bien d'autres encore.

Nous avons doublé le nombre de nos bureaux à l'étranger. Et pour que le secteur public et l'entreprise privée puissent travailler ensemble, comme de véritables partenaires, à l'essor économique du Québec, nous avons institué ce merveilleux outil de coopération et de promotion qu'est notre Conseil général de l'Industrie.

Toutes ces mesures et bien d'autres que je n'ai pas le temps d'énumérer ici devront être perfectionnées et amplifiées au cours des prochaines années. Nous sommes encore loin de la perfection, sans doute, mais nous y tendons de toutes nos forces et dans les meilleures conditions possibles puisque les parlementaires québécois, quelle que soit leur allégeance politique, sont aujourd'hui unanimes à placer les problèmes économiques au premier rang de leurs préoccupations.

On se demande aussi en bien des milieux si nous faisons suffisamment pour intéresser nos jeunes à ces problèmes et pour développer chez eux une mentalité favorable aux investissements créateurs d'emplois. C'est certain qu'il y a beaucoup à faire de ce côté-là. Il ne faudrait pas que nous soyons les derniers à découvrir les immenses possibilités qui s'offrent en terre québécoise.

C'est bien d'intéresser les étrangers à la mise en valeur de nos ressources, mais c'est encore mieux d'y intéresser nos propres compatriotes. Faudra-t-il, comme je le disais il y a quelques mois devant les radiodiffuseurs, partir en croisade pour « vendre le Québec aux Québécois » et leur inculquer un vigoureux sentiment d'optimisme et de foi en l'avenir de leur propre territoire?

Vous savez que le ministère des Institutions financières a récemment autorisé les caisses populaires à investir davantage sur le marché des actions. De plus, pour initier dès maintenant nos jeunes à une participation directe au financement et aux bénéfices de nos sociétés commerciales ou industrielles, le même ministère, de concert avec celui de l'Éducation, va bientôt instituer des cours sur les valeurs mobilières au niveau des CEGEPS. C'est encore peu, mais je pense que c'est au moins un départ dans la bonne direction.

Il faudra sûrement songer à d'autres mesures pour inciter nos étudiants à s'intéresser davantage aux carrières économiques et technologiques. Voici encore une autre question que l'on retrouve fréquemment dans les publications ou les conversations des hommes d'affaires. On nous dit: « Que l'éducation soit un moteur puissant, nous en convenons volontiers; mais êtes-vous sûrs que ce moteur ne tourne pas à vide? Êtes-vous sûrs qu'il est bien embrayé à l'économie québécoise? En d'autres termes, est-ce que l'enseignement qui se donne aujourd'hui dans nos écoles, dans nos CEGEPS et nos universités est bien adapté aux besoins spécifiques du Québec moderne? »

Encore là, je ne saurais répondre par un oui absolu. Mais je puis au moins vous dire que c'est l'un de nos soucis majeurs, à l'heure actuelle, de voir à ce que l'éducation ne soit pas en porte-à-faux sur l'économie. Et pour assurer le contact, la synchronisation, l'embrayage entre l'une et l'autre, nous disposons maintenant de plusieurs institutions nouvelles.

C'est d'abord le ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, avec les nouvelles structures et les nouveaux outils qu'il s'est donnés pour être mieux en mesure de prospecter les besoins du marché du travail.

C'est ensuite l'Office de Planification et de Développement du Québec, dont la fonction principale est sans doute d'éclairer l'avenir et de concerter les efforts des divers agents de l'économie, mais qui sera extrêmement bien placé, par le fait même, pour renseigner le ministère de l'Éducation sur les exigences présentes et futures de la technologie moderne. Le fait que le directeur de l'Office soit un ancien sous-ministre de l'Éducation donne son expression la plus concrète à ce souci de coordination.

C'est encore l'Institut National de Recherche dont je parlais tantôt, et qui sera aménagé dans le complexe scientifique de Sainte-Foy avec le centre de recherche industrielle. Voilà un autre merveilleux carrefour. C'est là que les universités, l'État et l'entreprise privée travailleront ensemble à la conception de notre avenir, à l'invention de ce Québec nouveau que nous voulons bâtir.

En voilà assez, je pense, pour vous convaincre que vos préoccupations sont également les nôtres. L'impossible sera fait, soyez-en certains, pour que chaque dollar consacré à l'éducation produise un maximum de rendement pour la société québécoise.

« Nous vivons dans un monde où il n'y aura bientôt plus de place que pour les inventeurs », affirme Gaston Berger. Préparons-nous donc et préparons nos jeunes aux multiples conversions et reconversions qu'exigera de nous tous l'approche de l'an 2000.

Dans la décennie qui vient de se terminer, c'est l'économie qui a soutenu la réforme de l'éducation. Dans celle qui commence, il faudra que ce soit de plus en plus l'éducation qui anime et soutienne les progrès de l'économie.